

Le Grütli (1890-1909) : miroir du socialisme vaudois naissant

Autor(en): **Cantini, Claude**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier**

Band (Jahr): **5 (1988)**

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-520182>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le Grütli (1890-1909)

Miroir du socialisme vaudois naissant

par Claude CANTINI

Les lignes qui suivent sont le fruit d'une lecture du journal *Le Grütli* entre 1890, date à laquelle Aloïs Fauquez fonde le Parti ouvrier, et 1909 quand a lieu la scission d'Adolphe Gavillet. Aloïs Fauquez avait, non sans ambiguïté, rompu avec le parti radical, et 20 ans plus tard Adolphe Gavillet, effrayé par les audaces socialistes, crée les socialistes nationaux. C'est au travers de ces deux ruptures que les socialistes auront rompu le cordon ombilical qui les reliait au radicalisme, et *Le Grütli* est en quelque sorte le miroir de cette genèse difficile.

Sans faire une analyse exhaustive du média nous avons suivi dans ses colonnes quelques thèmes significatifs, et sous chaque sous-titre nous faisons alterner commentaires sur le contexte politique et renvois au journal au fil des ans.

Recherche d'une identité, nouvelles structures, programmes

A la suite de l'amère leçon des élections communales lausannoises de novembre 1889, où aucun grutléen n'est élu, la section lausannoise du Grütli décide de présenter dorénavant des listes propres, ce qui sera chose faite en 1891. C'est la genèse de l'Union ouvrière, futur parti ouvrier, fondée en mai 1890, les discussions ayant commencé en janvier¹. Il s'agit à la fois d'un groupe politique et d'un cartel syndical, puisqu'elle réunit le Grütli vaudois, créé en 1887 et qui compte une douzaine de sections², et des syndicats rassemblés en trois ou quatre unions locales³. A la fin de 1890 l'Union ouvrière compte deux mille membres répartis en vingt-six sociétés ouvrières. Quant au journal *Le Grütli* il est devenu tout naturellement le porte-parole de la nouvelle organisation, quasi sans débat : c'est le résultat de

Musée Historique de l'Ancien-Evêché, Lausanne



Le drapeau de la plus ancienne organisation syndicale vaudoise : la Société des ouvriers menuisiers de Lausanne.

l'influence croissante de l'aile gauche au sein du Grütli vaudois. A terme toutefois, il y aura rupture entre les grütliens socialisants et les radicaux, les démocrates d'alors, et parallèlement rapprochement, mariage de raison entre ces mêmes radicaux et ceux qu'on désignait du nom de conservateurs, les libéraux.

Le Grütli annonce, en juin 1890 déjà, un réunion extraordinaire du comité central de l'UO lausannoise qui se tiendra au local du Grütli alémanique; puis, en août, l'assemblée ordinaire de la même UO ainsi que les suivantes.

A la veille des élections au Conseil national (octobre 1890), *Le Grütli* publie le «Programme de l'Union ouvrière» qui comprend : l'extension de la

loi fédérale sur les fabriques; la revision de l'article 6 de la loi sur la responsabilité civile des fabricants (tout ouvrier aurait droit à l'assistance judiciaire gratuite); une loi créant une assurance obligatoire contre la maladie et les accidents et pour la vieillesse⁴; le monopole des billets de banque par la Confédération; l'obligation pour cette dernière de faire effectuer ses travaux par les gens du pays; le rachat des chemins de fer par la Confédération; une loi fédérale établissant le contrôle contre la falsification de denrées alimentaires; l'élaboration d'une loi fédérale donnant le droit de vote à tous les citoyens; l'extension des droits politiques du peuple; la création de syndicats obligatoires. Programme ambitieux, l'optimisme règne : «Le parti démocratique lausannois se divise en deux fractions, dont la plus considérable se rattache au parti ouvrier. Nous formons à Lausanne la majorité du parti»⁵.

Les ouvriers italiens ne sont pas oubliés et dès février-mars 1891 *Le Grütli* publie des appels «Agli operai muratori d'Italia», signés par le comité de la «Società dei manovali e muratori di Losanna». Toutefois la lecture du journal montre que les relations entre ouvriers vaudois et ouvriers immigrés n'ont pas toujours été faciles, ce qui permet à l'historien André Lasserre de constater l'existence d'une «mésentente avec les Italiens qui [...] s'assimilent encore plus mal que les alémaniques parce qu'ils sont étrangers. La participation aux dépenses électorales n'a aucun sens pour eux; ils se savent mal vus parce qu'à maintes reprises l'UO a réclamé des autorités la préférence pour l'embauche des ouvriers du pays dans les chantiers publics. Le journal de Fauquez dénonce le travail de taupe des ces étrangers et, en 1901, l'UO les expulse pour avoir refusé de payer la cotisation électorale. Proie rêvée pour le *sindacato misto* et la propagande libertaire, mais aussi source permanente de préoccupations pour le syndicalisme vaudois...»⁶.

C'est seulement vers 1900 que, grâce à l'activité de la Fédération vaudoise des sections du Grütli et associations ouvrières (qui existe en pratique depuis 1895), les rivalités locales, surtout celles entre Romands et Alémaniques, s'atténuent et que se réalise une meilleure intégration des UO dans le mouvement ouvrier helvétique⁷.

A fin décembre 1891 – après une brève concurrence avec *Le Grütliéen* de la Chaux-de-Fonds et à la suite d'une votation – *Le Grütli* devient le «seul organe officiel et obligatoire des sections romandes du Grütli». Dès ce moment, le journal ouvre ses colonnes aux nouvelles ouvrières de la Suisse romande, voire de la Suisse et, quoique moins fréquemment, de l'étranger.

Les luttes du passé ne sont pas pour autant oubliées, ni l'ex-allié radical: le 22 septembre 1893 *Le Grütli* paraît avec une première page bordée de noir pour annoncer le décès du Conseiller fédéral Louis Ruchonnet.



Losanna, Societa italiana di mutuo soccorso 1879.

Dès 1895, le numéro spécial du *Grutli* qui paraît à l'occasion du 1er Mai contient parfois un texte en italien et en octobre la «Filarmonica italiana» joue à la fête du Grütli alémanique de Lausanne.

En 1896, un projet de statuts modifiés est mis en discussion; en effet l'organisation du Grütli vaudois doit être revue afin de légaliser la nouvelle réalité, celle qui rassemble sections du Grütli et sociétés ouvrières. La même année, les corporations ouvrières lausannoises (réunies dans l'UO locale) se donnent aussi des statuts-programme; leurs buts : la journée de huit heures, des salaires minimum, la présentation de candidats aux élections, le lancement d'initiatives populaires.

La création, à Lausanne, d'une section socialiste italienne, provoque, en août 1896, la réaction de «quelques patrons italiens», lesquels s'empressent de déclarer que cela n'a rien à voir avec la colonie italienne lausannoise. Réplique du *Grutli* : «La colonie italienne !... Nous serions curieux de savoir qui la compose, si ce sont quelques entrepreneurs, pressés d'oublier ce qu'ils ont été eux-mêmes, ou les milliers d'ouvriers italiens qui travaillent dans

notre ville... Eh bien ! oui, ces ouvriers ont formé une section socialiste composée à l'heure qu'il est de plusieurs centaines de membres. Au lieu de se traîner dans les cafés ou de rester les bras ballants sur nos places, les membres de cette société se réunissent chaque soir pour se livrer à l'étude des questions ouvrières et économiques.»⁸

A l'occasion du décès de Louis Héritier, secrétaire ouvrier romand, en août 1908, *Le Grütli* nous apprend que ce dernier a lancé, entre autres, le syndicat des cigarières qui rassemble les ouvrières de Vevey, Payerne et Yverdon. Dans l'article nécrologique consacré, le 18 août 1899, à Henri Mayor, l'on parle – probablement pour la première fois – de «parti socialiste».

En janvier 1900, l'on parle d'un autre projet de statuts, celui de la Fédération ouvrière vaudoise qui devrait réunir les sections du Grütli, les unions ouvrières et les syndicats professionnels du canton. Une année après, *Le Grütli* annonce l'assemblée du Parti ouvrier socialiste lausannois; l'UO continue ses activités.

Le 28 octobre 1901, Aloys Fauquez décède et Robert Beyeler le remplace en tant que rédacteur-administrateur du *Grütli* (Emile Blanc reste éditeur-responsable). Une commission de rédaction et de surveillance épaula le rédacteur; elle est composée de A. Gavillet, O. Rapin, P. Panchaud, J. Couchepin et B. de Rawiez, président du Grütli romand. En novembre, la votation au sein de la Société fédérale du Grütli pour une entrée dans le PSS donne une majorité acceptante.

En juillet 1903, la Fédération des sections du Grütli et sociétés ouvrières (laquelle compte 31 groupements et plus de deux mille membres, dont les deux tiers environ proviennent des unions ouvrières) décide la création d'un secrétariat ouvrier cantonal dont la responsabilité est confiée à A. Gavillet, pour un salaire de 2.400 francs par an. Six mois plus tard, l'Union socialiste lausannoise (animée par J. Couchepin) accepte en son sein l'Union socialiste tessinoise.

Ce mélange de dénominations s'éclaircit un peu au printemps 1904 quand, dans une déclaration signée par son président J. Tarin, le Parti socialiste vaudois (ou Parti ouvrier) précise qu'il est constitué par la Fédération vaudoise des sociétés ouvrières et sections du Grütli, laquelle comprend tous les représentants ouvriers du Grand Conseil, des municipalités et des conseils communaux, et qu'«il n'a rien de commun avec un comité, ci-devant anonyme, qui prend abusivement le nom de Parti socialiste vaudois», ce qui traduit «l'impatience et l'ambition de quelques jeunes gens qui se croient nés pour conduire les foules avant d'avoir assez étudié et surtout expérimenté».⁹

Deux mois plus tard, *Le Grütli* parle, par la plume de Gavillet, de la Fé-

dération ouvrière vaudoise, laquelle «devrait renfermer tous les groupements ouvriers qui sont dans le canton», or «il y a encore de nombreuses localités du canton, même importantes, comme Vevey, Ste-Croix, Vallorbe, Orbe, Lucens, etc, qui se tiennent à l'écart de la Fédération».¹⁰

Luttes, activités sociales et manifestations

En décembre 1890, *Le Grutli* lance une souscription de parts sociales (cinq francs à fond perdu) pour la réalisation, à Lausanne, d'une boulangerie ouvrière budgétée à 3'000 francs. Le prix du kilo de pain est alors de 38 centimes au comptant et de 40 centimes inscrit pour le blanc, de 34 et 36 centimes pour le bis et de 32 et 34 centimes pour l'«économique» (le salaire ouvrier moyen est d'environ 3 francs 50 par jour, pour une journée de onze heures, si travail il y a).

A fin avril 1891, le journal publie un appel de Lausanne pour la Fête du 1er Mai (la deuxième) et la journée de huit heures. La fête est un succès : «Dès le matin... tout travail avait cessé dans les chantiers; les ateliers chômaient et sauf de très rares exceptions, tout le peuple travailleur s'apprêtait à répondre à l'appel du comité de l'UO. Quelques instants avant 2 heures, la place de la Riponne était occupée par les 18 sociétés avec 15 bannières... Le corps de musique des ouvriers valaisans prêtait son concours, aidé de plusieurs batteries de tambours. Très promptement organisé et à l'heure du programme, un cortège de 2'000 personnes s'est mis en mouvement vers la Tonhalle»¹¹. Le président de l'UO, Charles Kaufmann¹² a dirigé la manifestation pendant laquelle ont eu naturellement lieu des discours : de Fauquez en français, de Jean-Baptiste Coda (administrateur du journal lausannois *L'Italiano all'Estero*¹³ en italien et de Seidel (rédacteur de *l'Arbeiterstimme* de Zurich) en allemand.

En juin, Lausanne reçoit le premier congrès ouvrier romand, tandis que, pendant l'été, la Boulangerie sociale (qui vend le pain «de ménage» à 30 centimes le kilo et annonce un chiffre d'affaires annuel d'un million) se double d'un magasin de charbon, d'un magasin d'aunage et de confection, d'une épicerie, d'une cordonnerie et de trois pharmacies¹⁴. Lancée en 1890, une pétition visant à la transformation des Monts de piété d'annexes bancaires en institutions officielles sans but lucratif aboutit partiellement avant la fin de 1891.

La question des logements ouvriers est abordée en 1892, car «la démolition de la rue du Pré et du Flon a été décidée, mais sans qu'on s'occupe de savoir où l'on logera les centaines de ménages qui devront sortir»¹⁵. A fin 1903 existe à Lausanne un comité d'initiative pour la construction d'habitations

ouvrières à bon marché¹⁶. En décembre 1900, la suppression de l'inique impôt sur les loyers par le Conseil communal de Lausanne provoque une intervention du Conseil d'Etat.

En juin 1902 est créée une Coopérative socialiste italienne (ristourne de 2%) et le mois suivant, une conférence socialiste en langue italienne est organisée à la Grande Salle de Tivoli; la conférencière est Rina Melli et «les dames bénéficient de la gratuité d'entrée»¹⁷ fixée à vingt centimes.

La Société coopérative de consommation «La Ménagère» de Vevey (fondée en 1893 par 34 ouvriers) est commémorée dans *Le Grutli* du 4 mai 1906 et en septembre le journal annonce la constitution de l'Association coopérative immobilière «La Famille» dans la même localité.

En novembre 1906, *Le Grutli* donne son appui aux vigneronns de Lavaux dans leur protestation contre le Conseil fédéral qui vient de signer un traité de commerce avec l'Espagne.

Sous l'impulsion des conseillers communaux socialistes élus en 1897 (année qui marque l'apogée du Parti ouvrier), Lausanne connaît une série de réalisations dont *Le Grutli* donne volontiers une liste : salaires minimum pour les employés communaux, école enfantine de Villamont, écoles de la Croix d'Ouchy, de la Barre et de Chailly, caisse de retraite pour les policiers, emploi des ouvriers du pays, écoles ménagère et professionnelle, chantiers d'hiver, usine électrique de Pierre-de-Plan, congé du 1er Mai aux enfants des écoles primaires, collège de Vers-chez-les-Blanc, école enfantine de la Solitude, maisons ouvrières de Bellevaux.

Des presque deux cents grèves déclenchées entre 1890 et 1909 dans le canton de Vaud – dont une cinquantaine à Lausanne – *Le Grutli* en mentionne une bonne quinzaine à peine, soit celles :

- des ouvriers charpentiers à Lausanne (mai 1891) qui obtiennent la journée de dix heures et l'engagement des seuls syndiqués;
- des menuisiers à Montreux (mai 1891);
- des ouvriers boulangers à Lausanne (mai 1891);
- des galochers de l'entreprise Pernet à Vevey (mai 1893) qui dure trois semaines et se termine par un succès;
- des cigarières à Payerne (juin 1894);
- des maçons à Vevey (octobre 1894);
- des ouvriers ébénistes à Lausanne (avril 1896);
- des menuisiers à Lausanne (juillet 1898);
- des poseurs de parquets dès juillet 1898;
- des ouvriers monteurs de socques à Lausanne et à Vevey (septembre 1899);
- des manoeuvres et maçons à Lausanne (dès août 1900), suivie par environ 1500 travailleurs de la branche, grève qui se termine au bout de sept se-

Musée de l'Elysée

SYNDICAT DES OUVRIERS BOULANGERS

DE LAUSANNE

1898



W. Debonnevillè, V. Borgeaud, E. Stutzinger, J. Luthi, G. Keller, J. Bitter, P. Steiner, S. Dupont, J. Huber, C. Imar, J. Siegrist, E. Neukomm, E. Eggenmann, G. Weibel, P. Gret, I. Wilkens, I. Scherfenberg, P. Nicoud, A. Huedi, H. Cartinoux, J. Dybessert, A. Paroz, J. Ley, A. Ritzgi, J. Dumos, J. Mumenthaler, A. Bissegger, K. Battaglia, I. Favrat, A. Kernen, A. Bétex, H. Zwahlen, F. Scheffler

Syndicat des ouvriers boulangers de Lausanne.

maines par l'obtention de la durée de travail de dix heures et l'amélioration des salaires, indemnités et prestations sociales¹⁸;

- des potiers de la fabrique Levy à Renens (dès mai 1901 : huit ouvriers recrutés à Berlin en juin, refusent de travailler une fois sur place);
- à la fabrique de cigares Frossard à Payerne en juillet 1901;
- des maçons à Orbe (juin 1904);
- des manoeuvres et maçons à Vevey dès mi-avril 1905 (les résultats obtenus sont commentés en mai par A. von der Aa);
- des maçons à Lausanne en juillet 1906 (grève mentionnée comme obstacle à l'élection de J. Couchepin au Grand Conseil) et
- des pierristes à Lucens (novembre 1907).

A fin mars 1907, a lieu à Lausanne une grève générale de soutien aux ouvriers chocolatiers de Bussigny, Orbe et Vevey, ce qui provoque la fermeture de la Maison du Peuple et celle de l'Imprimerie de l'UO. Si la presse bourgeoise se déchaîne¹⁹, *Le Grütli*, lui, marque ses distances : «Lausanne en état de siège. Les revendications des chocolatiers étaient à notre avis fon-



Répression de la grève de 1907 à la place de la Riponne.

dées. Une grève était-elle nécessaire pour obtenir qu'il y fût fait droit ? Nous l'ignorons, parce que les partisans de l'action directe n'ont pas donné le temps aux socialistes légalitaires d'intervenir. Et comme pour montrer que l'on se préoccupait moins du sort des ouvriers que du succès d'une manifestation anarchiste on en vint tout de suite, à Vevey, aux actes de violence. De là l'emploi justifié, de la force armée»²⁰.

Elections et votations

«L'idéologie grutléenne est un peu courte. Elle convient à un mouvement que Fauquez avait orienté vers la politique et l'électoratisme»²¹. C'est pourquoi la matière de cette partie est très abondante.

Elections communales

La première tentative (Lausanne) remonte à novembre 1893. Malgré la persistance du panachage de la «liste ouvrière» qui comprend au moins 35 radicaux sur un total de cent candidats, le Parti ouvrier obtient le 31,5% des voix, mais aucun élu, le Conseil communal se composant de 71 libéraux et 29 radicaux. L'on parle déjà de «nomination de la municipalité directement par le peuple»²².

Quatre ans plus tard (novembre 1897), la liste du Parti ouvrier qui compte huitante candidats obtient à Lausanne le plus de voix et 39 conseillers sont élus²³, contre 31 radicaux, 24 libéraux et 6 progressistes (dissidence radicale de gauche). Fauquez et Mayor sont même élus à la Municipalité (par 64 et 48 voix) mais ils se désistent pour protester contre l'élection d'un radical (L. Gagnaux) à la syndiculture. A Vevey la liste ouvrière, apparentée aux radicaux obtient 44 sièges sur les 95 du Conseil communal et deux socialistes (von der Aa et Nicollier-Orguelt) entrent à la Municipalité; à Yverdon, 12 candidats de la liste ouvrière sont élus; à Cheseaux, deux municipaux ouvriers entrent à l'exécutif. Echec complet par contre à Morges.

En novembre 1901, 15 candidats ouvriers sont élus à Lausanne au deuxième tour²⁴, 7 au Chenit et 20 à Vevey (aucun élu à Yverdon et Val-orbe). Il y aura 16 élus à Lausanne en novembre 1905²⁵, 1 à Morges, 24 à Vevey, 17 à Yverdon, 5 à Payerne, 6 à Nyon et des élus («victoire ouvrière») à Lucens; échec à Sainte-Croix et Orbe.

En novembre 1909, les 20 candidats du nouveau POSL mordront la poussière, le PSL arrivant à placer 16 de ses 34 candidats; l'on compte aussi 4 élus à Morges, 24 à Vevey, 4 à Sainte-Croix, 5 à Payerne et 15 à Yverdon. C'est seulement en 1913 que les 30 candidats du POSL seront tous élus, tandis que les 25 candidats du PSL échouent, tous, à leur tour.

Elections cantonales (Grand Conseil)

La première tentative à lieu en janvier 1892, lors d'une élection partielle et Aloys Fauquez est élu avec 2213 voix sur 4169. Lors du renouvellement du Grand Conseil en mars 1893, le Parti ouvrier parvient à faire élire, à Lausanne, Kaufmann (par 3684 voix sur 5628) et Fauquez (2867 voix); d'autres listes ouvrières sont présentées, sans succès au Sentier, à Vevey²⁶ et à Montreux (apparemment avec les radicaux). Un mois plus tard (élection partielle), un troisième candidat ouvrier entre au Grand Conseil : l'avocat Paul Panchaud, élu par 1940 voix.

Nouvelle élection partielle en février 1894 : les trois candidats du cercle de Lausanne – A. Gavillet, J.-F. Blanc et C. Peneveyre – sont élus. Un septième élu ouvrier entre au Grand Conseil en août de la même année, toujours à la suite

d'une élection complémentaire, en la personne de l'employé postal J. Couchepin; au mois d'octobre suivant par contre, le typographe E. Bron échoue (il sera à nouveau battu lors de l'élection partielle de mars 1896, malgré la vivacité de la campagne : «Voulez-vous un conservateur qui n'a pas de programme ? Voulez-vous un radical ? Il n'y en a pas, ou plutôt il n'y en a plus»²⁷).

En juin 1896, le professeur Paul Vulliet, membre du Grütli, est élu député, mais il avait été aussi choisi comme candidat par le parti radical.

Lors des élections au Grand Conseil de mars 1897, le cercle de Lausanne parvient à faire élire, en plus des députés sortants à l'exception de Kaufmann qui se désiste, O. Rapin avocat, E. Chappuis ingénieur, J. Tarin président des syndicats agricoles et F. Ruedi, imprimeur; Henri Golay est élu dans le cercle de Romanel. Echec des candidats socialistes à Montreux, Vevey et Yverdon. Le conseiller communal lausannois M. Nicollier échoue lors d'une élection partielle en octobre 1898.

En janvier 1900, von der Aa, municipal, est élu député dans le cercle de Vevey. Une année plus tard, lors du renouvellement du Grand Conseil, sont élus : von der Aa à Vevey, Lenoir à Montreux, Gavillet, Rapin, Tarin, Fauquez et Panchaud à Lausanne; échec à Aigle, La Vallée, Payerne, Romanel et Yverdon. Une liste dissidente a été lancée par Frédéric Amiguet à Lausanne, ce qui peut expliquer le maigre résultat des candidats lausannois.

En décembre 1901, F. Ruedi remplace le défunt Fauquez au Grand Conseil. Les élections de mars 1905 voient les 21 candidats de la liste socialiste lausannoise concurrencés par la liste des «socialistes dissidents» de gauche²⁸, laquelle n'obtient cependant que 300 voix environ au premier tour. Sont élus : J. Tarin, A. Gavillet, R. Beyeler, A. Pauly, L. Gagnaux (radical dissident), F. Ruedi, A. Vittoz et P. Panchaud à Lausanne, Maquelin à Vevey, Capt au Sentier et Jaccard (un radical porté sur la liste de l'UO) à Sainte-Croix. Les candidats ouvriers d'Yverdon, Nyon, Montreux, Romanel, Rolle, Vallorbe et Orbe échouent.

En mars 1909 enfin, les élections se déroulent avec un 46% d'abstentions («résultat probable de l'action des anarchistes»²⁹). De 20 candidats lausannois (dont le commissionnaire F. Erb et le menuisier H. Viret qui sont revenus au bercail), seulement six seront élus : Rapin, Beyeler, Tarin, Pauly, Pochon et Gavillet; un député (Junod-Leder) est élu à Sainte-Croix, Golay à Romanel et Maquelin à Vevey, les candidats socialistes ayant échoué à La Vallée, Montreux, Nyon, Payerne et Yverdon.

En août 1909, Vittoz remplace le député Pauly décédé.

Elections fédérales (Conseil national)

Les huit tentatives (le Parti ouvrier s'abstenant en janvier 1891 et en oc-

tobre 1908) de placer un socialiste au Conseil national ont toutes échoué, ce qui n'empêche pas de souligner le succès d'estime obtenu par les candidats : Fauquez obtient 2'167 voix sur 11'985 en octobre 1890³⁰, 4'301 en février 1893³¹, 2'893 en octobre 1893 (en liste avec Panchaud)³², 2'560 en janvier 1894, 3'590 en octobre 1896³³ et 5'485 sur 13'706 voix en octobre 1899³⁴; Rapin obtient 4'392 voix en octobre 1902 (en liste avec von der Aa) et 3'918 sur 12'487 en octobre 1905 (même colistier, en plus de Gander à Yverdon).

Votations cantonales

Le Parti ouvrier prône le *oui* à l'occasion de la votation d'octobre 1897 sur la subvention cantonale de quatre millions en faveur du tunnel du Simplon (elle sera approuvée).

Nouveau *oui* en faveur de la loi cantonale interdisant la vente de l'absinthe en septembre 1906, c'est-à-dire bien avant la votation fédérale de juillet 1908.

Votations fédérales

Le Grütli propose le non au sujet de la votation d'août 1893 sur la loi qui défend l'abattage des animaux d'après la coutume israélite : «les ouvriers croient qu'il y a des questions plus importantes à traiter. Nous voterons *non* parce que cette demande est contraire à l'esprit de liberté et d'initiative... la question soulevée est le commencement d'un nouveau Kulturkampf»³⁵.

Malgré les 52'000 signatures (dont 3'000 par le Grütli vaudois) réunies en faveur de l'initiative sur le droit au travail, celle-ci est écrasée (291'000 *non* contre 72'000 *oui*) lors de la votation de 1894.

Cohérent avec lui-même, *Le Grütli* fait propagande pour le *non* lors de la votation de novembre 1895 au sujet de l'augmentation des charges militaires (refusée sur le plan cantonal et fédéral).

Lors de la campagne pour le *oui* à l'occasion de la votation d'octobre 1896 sur la loi fédérale sur la comptabilité des chemins de fer (refusée par les électeurs vaudois et acceptée sur le plan fédéral), l'on constate une légère pointe d'antisémitisme : «C'est la main du pays qui s'étend sur cette partie de notre domaine national, livré jusqu'ici aux corbeaux de la finance juifs et internationaux»³⁶. *Le Grütli* soutient, bien entendu, l'initiative visant à la nationalisation des chemins de fer (qui sera acceptée en février 1898). L'hebdomadaire socialiste propose, à la même époque, le *non* au sujet des peines disciplinaires dans l'armée («bâton du capitalisme allemand») et le *oui* au sujet de la loi fédérale instituant la Banque nationale.

A partir de février 1899, appui massif à la double initiative visant à obtenir la représentation proportionnelle au Conseil national et l'élection du Conseil fédéral par le peuple; dès mars 1899, engagement en faveur de la

révision de la loi fédérale sur le travail dans les fabriques. La loi d'assurances (obligation de la protection contre les maladies et les accidents), pour laquelle *Le Grutli* se bat, est rejetée en mai 1900. En mai 1907, débute dans *Le Grutli* la propagande en faveur du *non* au sujet du référendum sur la loi d'organisation militaire, considérée par le journal comme «le gouffre des dépenses» (la loi sera acceptée). Dès janvier 1909 enfin, nouvel appui à l'initiative pour la proportionnelle (Gavillet fait partie du comité vaudois).

Controverses idéologiques et scission de 1909

Ces campagnes qu'anime *Le Grutli* lors des votations fédérales, donnent de lui l'image d'un journal d'opinion bien ancré dans le camp socialiste. Mais nous avons vu d'autre part que sa rédaction s'inquiète de l'évolution du mouvement syndical, que les grèves ne sont que partiellement couvertes, que le ton est parfois très critique. Il y a de fait controverses idéologiques et clivage de générations : «Le raidissement de 1900 provient sans doute en partie des courants plus progressistes qui se séparent du *Grutli* et l'obligent par là à se redéfinir pour ne pas être débordé; ainsi en va-t-il du groupe socialiste-révolutionnaire, rejeton du *Grutli*, franchement collectiviste, mais qui marche devant plutôt que contre le parti de Fauquez ou, en 1902, de la jeunesse socialiste ou de la *Lutte* d'Ulrich Gaillard. Autant de concurrents réels ou potentiels qui mettent en danger le monopole idéologique du *Grutli*. Ces courants avancés se rapprochent en 1904-1905 lorsque la *Lutte* sert de porte-parole au Parti socialiste du canton de Vaud, en même temps qu'ils rompent ouvertement avec le *Grutli*. Au fort de l'offensive syndicaliste, *Le Grutli* décroche de plus en plus. Il s'est paré d'oripeaux marxistes, mais quelques ravaudages ne lui font pas un vêtement neuf... En fait le mouvement n'a plus de prise sur les syndicats où s'est réfugié le dynamisme ouvrier, et ses diatribes contre l'«anarchisme» des Unions ouvrières ne l'en rapprochent pas»³⁷.

Ainsi, au moment où le Parti ouvrier est en train de rassembler le plus grand nombre des militants qui avaient suivi les syndicalistes révolutionnaires depuis 1902, un antagonisme se fait jour entre les «socialistes vieillards» dirigés par Gavillet et Rapin, et les «jeunes socialistes» emmenés par Naine et Viret. Cet antagonisme, aiguë par des résultats électoraux décevants, dont chaque camp rejette sur l'autre la responsabilité, débouche en 1909 sur une scission. Les «droitiers» s'en vont et deviendront les «socialistes nationaux», tandis que les jeunes fondent *Le Grutlén*, organe du Parti ouvrier-socialiste de Lausanne.

Quant au *Grutli*, il ne sera plus, à partir du n° 16 du 16 avril 1909, qu'un «organe socialiste romand», ayant dû laisser tomber toute référence au Grütli et au PSS. Cette mutation, comme celle de 1890, ne donne pas lieu dans ses colonnes à un débat, ni à un communiqué motivé. Tout au plus trouve-t-on quelques mois plus tard ce constat nostalgique : «Il y a quelques années, la Fédération vaudoise des sections du Grütli et sociétés ouvrières était prospère. Elle comptait environ un millier de membres cotisants... A la suite du travail de désorganisation de nos néo-socialistes, cette belle association s'est anémiée. Aujourd'hui elle n'est plus inscrite que pour 280 membres à la fédération suisse»³⁸.

En conclusion, nous faisons nôtres ces propos d'André Lasserre : «A son origine, le Grütli de Fauquez se veut l'aile marchante du radicalisme. C'est pourquoi on aurait de la peine à trouver des professions de foi vraiment socialistes dans son journal. Il faut quelques années pour que le parti se libère et trouve son autonomie intellectuelle et idéologique... Né du pragmatisme de Fauquez, le PSL a pu être tenté un moment de s'en arracher et de développer une idéologie socialiste. Pour finir, sa tradition l'emporte quand même, laissant le parti exsangue. On pourrait même se demander s'il n'est pas tout simplement revenu à son berceau, le radicalisme gauchisant... Le socialisme des boutiquiers, voilà l'aboutissement de Fauquez... ou la caricature qu'en donnent ses disciples»³⁹.

Parmi ces «disciples» de Fauquez, le plus représentatif est Adolphe Gavillet, auquel nous serions tenté d'appliquer, mutatis mutandis, ces termes de l'article nécrologique consacré à Marc Kohli : «Il avait été aussi radical et radical militant, ceux qui furent acteurs ou spectateurs lors des luttes pour la révision constitutionnelle de 1872 ou 1874 savent ce que cela veut dire. Il avait suivi Fauquez lors de la fondation du Grütli et de la fondation du Parti ouvrier, écoeuré comme lui aussi et fatigué de toutes les promesses faites qui n'avaient jamais été tenues»⁴⁰.

A ceux qui le désignent comme le «traître», *Le Grutli* rétorque : «Il est vrai qu'avec le caractère un peu entier et abrupt qu'on lui reproche... il se soit fait aisément des ennemis... En quoi... le citoyen Gavillet a-t-il démérité?... Fonctionnaire bien rétribué, il n'avait qu'à se laisser vivre de sa prébende, tout doucement. L'a-t-il fait ? Non ⁴¹. Il a ouvert son cœur aux ouvriers; il a combattu pour eux...»⁴². Mais les bonnes intentions suffisent-elles à faire un bon politique ?

Notes

¹ Au comité: Fauquez, président du Grütli romand, Kaufmann, délégué de la Société des ouvriers cordonniers et Perret, président de la Société des ouvriers ferblantiers.

² Vallorbe, Cully, Sainte-Croix, Lausanne (local au Café Gisi, rue de la Louve, qui est utilisé aussi par la rédaction du journal), Payerne, Le Sentier, Vevey, Bex, Le Brassus, Moudon, Nyon, Aigle, Morges, Yverdon, Aubonne, Rolle, Renens et Montreux.

³ Lausanne, Vevey-Montreux et Yverdon. Celle de Lausanne comprend en octobre 1890 outre le Grütli romand et alémanique, les sociétés typographique, des ouvriers ferblantiers, serruriers, couvreurs, poêliers-fumistes, relieurs, bouchers, boulangers, tonneliers, cordonniers, tailleurs et tapissiers; le club littéraire ouvrier, les sociétés des tailleurs de pierre, maçons et manoeuvres, charpentiers, menuisiers, plâtriers-peintres, ébénistes, cimenteurs, maréchaux-charrons et selliers, ouvriers lithographes. Une année plus tard s'ajouteront celles des galochers, des charretiers, des jardiniers, des coiffeurs et des fondeurs, mécaniciens et chaudronniers.

⁴ Les conditions des vieillards dans le canton de Vaud sont tristement illustrées par cette annonce (reproduite par *Le Grütli* du 30 mai 1889) : «La Municipalité de D. met en soumission le pensionnat d'un ressortissant pauvre âgé d'environ 65 ans, pouvant encore travailler. S'adresser au syndic d'ici au 1er juin prochain, D., le 20 mai 1889». Les «mises des pauvres» ont pris fin dans le canton vers 1897, à la suite d'une vigoureuse campagne de presse alimentée par H. Mayor et F. Ducasse (Cf. *Le Grütli*, 12 novembre 1897).

⁵ *Le Grütli*, 31 octobre 1890.

⁶ Lasserre André : «La classe ouvrière dans la société vaudoise, 1815 à 1914», Lausanne 1973, p. 221.

⁷ Les rapports n'étaient pas toujours meilleurs avec les socialistes des autres cantons romands, lit-on en effet dans *Le Grütli* du 26 février 1891 : «Le chevalier d'industrie qui, cahin-caha, d'expédient en expédient et de hoquet en hoquet, rédige la *Sentinelle* de La Chaux-de-Fonds, si l'on peut dire que cette feuille intermittente est rédigée – couvre depuis quelque temps de basses et sales injures le rédacteur du *Grütli*... Ses attaques contre nous ne sont (donc) que de nouvelles attaques de «delirium tremens». L'article s'intitule brutalement «Un alcoolisé».

⁸ *Le Grütli*, 20 août 1896.

⁹ *Le Grütli*, 15 avril 1904.

¹⁰ *Le Grütli*, 10 juin 1904.

¹¹ *Le Grütli*, 7 mai 1891.

¹² C'est lui qui fondera, en 1904, le premier cercle socialiste de la ville de Fribourg.

¹³ *Le Grütli* du 17 septembre 1891 parlera de l'expulsion de Ferdinand Germani, rédacteur du même journal (organe des maçons et manoeuvres italiens en Suisse) considéré comme «un agitateur étranger».

¹⁴ La faillite de la Boulangerie sociale est prononcée en août 1900 avec une perte de 24'000 francs.

¹⁵ *Le Grutli*, 25 novembre 1892.

¹⁶ Autre exemple des conditions de la classe ouvrière vaudoise : en 1900 un propriétaire, auquel l'on doit 18 francs d'arriérés de loyer, enlève portes et fenêtres du logement, par 12 degrés sous zéro (la famille compte un enfant de trois ans et la mère est enceinte); il est tout de même condamné pour violation de domicile (Cf. *Le Grutli* du 11 mai 1900).

¹⁷ *Le Grutli*, 27 juin 1902

¹⁸ «Voici dix ans que des pauvres enfants, exclus du toit paternel par le besoin de manger, portent le mortier pour 25 centimes de l'heure», écrit *Le Grutli* (31 août 1900), qui lance un appel aux dons en faveur des grévistes dont il publie la liste. L'entreprise Gabella est, au passage, accusée de malfaçon.

¹⁹ «Si l'on pouvait de cette bande de hurleurs enlever les quelques gens du pays, les femmes et les enfants, quel bon feu de magasin on ferait. C'est là l'avis à peu près unanime de 1'500 hommes campés à Vevey. Et après tout, ils représentent tout le pays de Vaud», écrira *La Gazette* du 27 mars 1907.

²⁰ *Le Grutli*, 5 avril 1907.

²¹ A. Lasserre, op, cit. p. 442.

²² *Le Grutli*, 26 novembre 1893.

²³ Rapin Oscar, avocat (le mieux placé avec 4'416 voix), Mayor Henri professeur, Fauquez Aloys rédacteur, Gavillet Adolphe employé des douanes, Couchepin Joseph employé postal, Peneveyre Charles serrurier, Chapuis Emile ingénieur, Blanc Paul-Charles agriculteur, Martin Jules économiste, Emery Jules agriculteur, Thévenaz Charles menuisier, Dentan Alfred employé, Favre Maurice agriculteur, Tarin Jules menuisier, Panchaud Paul avocat, Merminod Arnold instituteur, Ruedi Fritz typographe, Bron Ernest typographe, Pochon Marius négociant, Pasche Jean menuisier, Cauderay Louis électricien, Favrat Charles propriétaire, Huber Emile employé postal, Nicollier Marc cafetier, Kohly Marc laitier, Valloton Alfred menuisier, Vittoz Adrien négociant, Reymond Eugène ébéniste, Aneth Louis négociant, Amacker Gottlieb imprimeur, Baud Charles ferblantier, Masson Samuel menuisier, Gruffel Charles typographe, Bürki Max rentier, Mottaz J.-P. gérant, Dubois Henri propriétaire, Dousse Edouard charpentier, Cuénoud Louis typographe et Décosterd Henri commissionnaire.

²⁴ Il s'agit de O. Rapin, A. Merminod, L. Cauderay, B. de Rawiez, L. Cuénoud, E. Bron, F. Ruedi, A. Vittoz, M. Kohly, P. Panchaud, F. Ribbi, J. Tarin, A. Pauly, J. Couchepin et A. Gavillet.

²⁵ O. Rapin, A. Gavillet, J. Couchepin, A. Pauly, L. Cauderay, J. Tarin, A. Vittoz, R. Beyeler, E. Rapin professeur, F. Ruedi, E. Chapuis agriculteur, M. Nicollier, F. Ribbi, E. Blanc, E. Peytrequin dessinateur et A. Dentan.

²⁶ «Nos amis n'ont pas fait preuve de la discipline que nous avons à Lausanne», écrit *Le Grutli* du 17 mars 1893.

²⁷ *Le Grutli*, 13 mars 1896.

²⁸ H. Baud, M. Pidoux, U. Gaillard, M. de Roth, H. Viret, H. Bovard, E. Moret, H. Décosterd, F. Erb, E. Gugi, L. Mex et A. Giovanelli.

²⁹ *Le Grutli*, 12 mars 1909.

³⁰ Fauquez est en tête à Lausanne (1'337 voix) et à Vevey (297 voix) et *Le Grutli* (6 novembre 1890) écrit (citant la libérale *Gazette*) : «La suprématie de la liste radicale provient des voix ouvrières... D'où nous tirons cette conclusion que si les ouvriers avaient fait une liste ouvrière et non pas une simple variante de la liste gouvernementale...».

³¹ Le programme du Parti ouvrier prévoit la diminution des dépenses militaires, le monopole sur les allumettes, l'inscription du droit au travail dans la Constitution et l'hospitalisation gratuite des pauvres.

³² *Le Grutli* signale que «dans nombre d'endroits nos porteurs de listes ont été menacés. A Jouxkens, à Rivaz, etc. nos distributeurs n'ont pu voter, quoique porteurs de cartes civiques régulières. A Corsier, on leur a interdit d'assister au dépouillement du scrutin, qui a eu lieu à huis clos» (3 novembre 1893).

³³ 1'988 voix à Lausanne et 580 à Vevey. Le programme du Parti ouvrier aborde la question de la représentation proportionnelle.

³⁴ Des assemblées électorales du Parti ouvrier ont eu lieu à Lausanne, Vevey, Grandvaux, Aigle, Bey, Renens, Mezières, Savigny, Saint-Légier, La Tour-de-Peilz, Le Sépey, Leysin, Chardonne, Montreux, Cully, Crissier, Le Mont, Cheseaux, Pully, Lutry, Oron et Belmont.

³⁵ *Le Grutli*, 18 août 1893.

³⁶ *Le Grutli*, 2 octobre 1896.

³⁷ A. Lasserre, op. cit. pp. 440-441.

³⁸ *Le Grutli*, 5 novembre 1909.

³⁹ A. Lasserre, op. cit. pp. 432 et 442.

⁴⁰ *Le Grutli*, 6 novembre 1903.

⁴¹ Rappelons que Gavillet a été licencié en 1903, après 23 ans de service, dont 18 en qualité de chef du corps des gardes-frontières.

⁴² *Le Grutli*, 5 novembre 1909.

N.B. Il m'a été possible d'enrichir le texte de quelques détails qui m'avaient échappé, grâce à la lecture de notes de travail prises dans *Le Grutli*, il y a une trentaine d'années, par Monsieur André Gavillet, à qui j'exprime ici toute ma reconnaissance.

